

---

## LIVRE DOUZIÈME.

---

### I.

Pendant que ces négociations et ces informations sourdes mais loyales préparaient et éclairaient au dehors le terrain européen où la république voulait s'établir sans bouleversement pour les nationalités; pendant que sa diplomatie tenait le monde en suspens et donnait ainsi à la nation le temps de se constituer et de s'armer pour la défense; Paris continuait à vivre d'enthousiasme et à respirer les espérances presque unanimes de sa révolution. La République n'avait point d'ennemis. à peine quelques incrédules; ceux qui avaient tremblé au premier moment à ce nom, s'étonnaient de sa magnanimité, de son calme, de son harmonie. Les premiers programmes du gouvernement, le respect volontaire du peuple pour l'autorité surgie du hasard, la patience des ouvriers, la charité des riches, la sérénité de tous, répandaient une lumière sans ombre sur ces premières semaines de la république. Les malheureux attendaient, les heureux

jouissaient de leur sécurité; les opinions les plus adverses se réconciliaient sur ce large terrain de liberté, asile commun et sûr ouvert à tout le monde. Les partis précipités du pouvoir, et encore étonnés de leur chute, savaient gré alors au gouvernement de la magnanimité avec laquelle il interdisait toutes les récriminations, toutes les proscriptions, et les conviait à l'exercice libre et complet de leurs droits politiques.

Les départements s'organisaient en paix en comices patriotiques pour chercher de bonne foi et d'accord entre eux, non pas les hommes de parti, mais les meilleurs citoyens dans toutes les professions propres à s'unir et à consolider les parties de la République dans une Assemblée nationale. Si jamais les incrédules à la liberté ont besoin d'être convaincus de la toute-puissance du sentiment généreux et de l'amnésie des opinions sur un peuple, c'est le tableau de ces deux mois de concorde et de fêtes continues des cœurs qu'il faudra leur remettre sous les yeux. A l'exception de quelques déclamations incendiaires tentées çà et là dans quelques clubs immondes et que le gouvernement laissait évaporer dans l'indifférence générale, dans le mépris public, il n'y eut ni une injure de citoyen à citoyen, ni une rixe d'opinion, ni une répression violente à exercer sur l'universalité du territoire. Trente-six millions d'âmes passionnées passaient en

ordre à la voix de quelques hommes d'un cadre de gouvernement dans un autre. l'échafaud était aboli, les prisons ne s'ouvraient que pour les malfaiteurs; les lois étaient obéies même en matière d'impôt, par un peuple souffrant. la parole et la conscience tenaient lieu de lois. l'esprit de conquête était répudié. la guerre, cet entraînement naturel du génie français était contenue par la seule main de la philosophie aux affaires. On voyait, on sentait l'inspiration de Dieu dans un peuple.

## II.

Cet état de choses aurait continué indéfiniment si cette inspiration de raison de vérité et de fraternité pratique n'eût pas été contrariée dans le sein du gouvernement lui-même par d'autres inspirations moins heureuses, inspirations posthumes d'un temps qui n'avait et qui ne devait avoir aucune analogie avec celui-ci. parodie déplorable de la première République, langage d'épuration, d'exclusion, de rudesse, et de menaces, à un peuple qui s'étonnait d'être rudoyé et intimidé, au moment où il se précipitait de lui-même et d'un courant unanime dans une république de concorde et de bonne volonté. Le premier effet de cette erreur d'une partie du gouvernement se révéla le 15 mars en pleine sérénité des événements.

Le ministère de l'intérieur était le domaine presque absolu de M. Ledru Rollin. ce ministère touchait à tout par l'immensité de ses attributions; il avait pris plus d'importance encore par la puissance de nom, de talent, et de popularité démocratique de l'homme à qui ce ministère avait été dévolu. L'esprit public à inspirer, les élections à organiser, étaient une de ces attributions. On ignore par quelle main fut rédigée la première circulaire adressée par le ministère de l'intérieur aux autorités de la République dans les départements. ce qui se faisait dans les ministères était aussi étranger au ministre des affaires étrangères que les actes de son ministère l'étaient à ses collègues. Unis dans les grandes tendances d'ordre et de républicanisme ils pouvaient diverger dans les détails; chacun suivait son esprit et ne répondait qu'à sa conscience et au salut du pays.

Le milieu républicain dans lequel se mouvait le ministère de l'intérieur n'était ni le milieu de Lamartine ni celui de la majorité du gouvernement. on luttait souvent mais on ne se soupçonnait pas. l'énergie franche des dissentiments excluait toute idée de perfidie.

Ces oppositions entre les deux natures de républicanisme qui se rencontraient, qui se heurtaient, et qui le plus souvent se modifiaient et se conciliaient dans le conseil, avaient transpiré hors des

délibérations du gouvernement. La majorité du pays se ralliait aux hommes de modération et de liberté. La minorité plus ardente et plus acerbe se ralliait au ministre de l'intérieur et à ses partisans. Des hommes de ce parti l'assiégeaient, disait-on, de conseils et d'impatiences républicaines. Ils cherchaient à l'entraîner hors des voies de concert et de concorde où il voulait comme tous ses collègues contenir les choses et les esprits. Ces conseillers excessifs tenaient la plume dans ses bureaux et donnaient dans des paroles équivoques et malsonnantes leur esprit au lieu de l'esprit du gouvernement. On sentait le tiraillement de deux génies contraires au pouvoir ; l'un pacifiant, l'autre agitant les passions.

### III.

La première circulaire importante du ministre de l'intérieur sur les élections parut le 12 mars.

Cette circulaire fut un coup de tocsin pour le pays réveillé en sursaut du rêve de concorde et de paix que le gouvernement voulait prolonger. Cette pièce à la suite de beaucoup de conseils utiles contenait des coups violents de paroles, destinés à produire des contre-coups violents aussi dans les opinions menacées.

« Vos pouvoirs sont illimités », disait le ministre à ses agents. c'était rappeler le mandat dictatorial

des commissaires de la Convention. tout souvenir de cette nature répandait un frisson sur le pays. « Nous voulons, tous hommes de la veille et point « du lendemain dans l'Assemblée nationale » c'était proscrire l'opinion elle-même de sa propre souveraineté. C'était l'ostracisme politique de la nation presque entière ; car si le nombre des républicains de raison était immense, le nombre des républicains de faction était bien petit. C'était en un mot un dix-huit fructidor de paroles contre la France. l'impression fut plus sinistre encore que l'intention.

Cette circulaire, acte important du gouvernement puisqu'elle était destinée à en promulguer l'esprit à la nation, n'avait point été soumise au gouvernement ni délibérée par lui. Elle était l'œuvre et l'abus de pouvoir des bureaux envahisseurs du ministère de l'intérieur. La multiplicité des affaires et le tourbillon des événements qui ne laissaient ni le jour ni la nuit une minute de loisir aux membres du gouvernement continuellement à l'œuvre à l'Hôtel de Ville, sur la place publique, en dialogue avec les colonnes du peuple et les députations des départements ou des nations étrangères, avaient soustrait la connaissance de cette circulaire à Lamartine. Il n'en connut l'existence que par la rumeur de trouble et d'irritation qu'elle soulevait dans Paris. Il sentit aussitôt que si cet acte n'était pas désavoué par le gouvernement, la

République changeait de main en changeant de doctrine; qu'elle devenait une tyrannie de minorité au lieu d'être un terrain commun de liberté; que pour soutenir cette tyrannie insolente d'une minorité il n'y avait que la terreur au dedans, la guerre au dehors, le trouble, les exactions, les épurations, les sévices révolutionnaires partout. Il était résolu ainsi que ses collègues de la majorité à mourir mille fois plutôt que d'associer sa responsabilité devant Dieu, devant l'histoire et devant lui-même à un si exécrationnel gouvernement.

Il savait de plus comme homme politique qu'un pareil gouvernement serait avant trois mois la guerre civile, et que la guerre civile c'était la mort de la République.

Il demanda en conséquence un conseil secret et complet du gouvernement à l'Hôtel de Ville pour le lendemain 16 mars, à midi, résolu à poser devant ses collègues la question des deux principes de gouvernement qui semblaient enfin se poser d'eux-mêmes face à face, décidé de plus à déchirer, s'il le fallait, à tout risque le gouvernement lui-même plutôt que de se démentir et de se dénaturer en y restant.

Il ne se dissimulait aucune des conséquences de ce déchirement à une pareille heure. Il savait que l'opinion de la partie saine du peuple, de la garde nationale et de la bourgeoisie de Paris adhérerait

d'instinct fortement à lui; que la partie ultra-révolutionnaire socialiste, terroriste, remuante, active, armée de la capitale, adhérerait frénétiquement aux chefs du parti contraire; que sa retraite du gouvernement serait le signal d'un combat dont toutes les chances étaient contre lui; car s'il avait l'opinion, il n'avait pas les armes. N'importe, il était à une de ces heures où l'homme politique ne calcule pas le salut, mais le devoir.

Interpellé la veille du 17 au soir, à l'Hôtel de Ville, par une députation du club de la garde nationale dont M. de Lépine, colonel de la banlieue et citoyen influent, était l'organe, Lamartine profita hardiment de l'occasion pour faire pressentir à Paris le soulèvement de son cœur contre les circulaires et la lutte qu'il méditait pour le lendemain.

« Citoyens, » répondit-il à la députation qui l'avait interrogé sur les intentions du gouvernement, « il ne m'appartient pas, dans une question « aussi générale, aussi grave, de prendre l'initiative sur l'opinion de tous mes collègues réunis. « Néanmoins, je puis vous dire qu'ils seront profondément touchés, profondément reconnaissants de la démarche que vous venez de faire et « des paroles que vous venez de prononcer.

« Le gouvernement provisoire n'a chargé personne de parler en son nom à la nation et surtout « de parler un langage supérieur aux lois. (Bravo,

« bravo.) Ce droit il ne l'a donné à personne! car  
 « il n'a pas voulu le prendre pour lui-même au  
 « moment où il sortait comme une acclamation du  
 « peuple pour remplir momentanément la place  
 « pénible qu'il occupe. Il ne l'a pas voulu, il ne l'a  
 « pas fait, il ne le fera jamais. Croyez-en les noms  
 « des hommes qui le composent. (Bravo!)

« Soyez certains qu'avant peu de jours, le gou-  
 « vernement provisoire prendra lui-même la parole,  
 « que ce qui a pu dans les termes, et non certes  
 « dans les intentions de ce document blesser, in-  
 « quiéter la liberté et la conscience du pays sera  
 « expliqué, commenté, rétabli par la voix même  
 « du gouvernement tout entier. (Acclamations;  
 « cris de vive Lamartine! vive Lamartine!)

« Dites : vive le gouvernement tout entier! re-  
 « prit Lamartine. car cette pensée n'est pas seule-  
 « ment la mienne, elle est celle du gouvernement  
 « tout entier et du ministre lui-même. »

Un membre de la députation s'écrie : « Nous  
 « l'acceptons comme telle. »

M. Lamartine reprend : « Citoyens! de tous les  
 « dogmes qui ont survécu aux grandes chutes de  
 « trônes et d'empires dont nous sommes témoins  
 « depuis un demi-siècle, il n'y a qu'un dogme im-  
 « périssable à nos yeux, c'est celui de la souve-  
 « raineté nationale. — Bravo! bravo! — c'est celui  
 « de la souveraineté nationale auquel nous ne

« nous permettrons jamais d'attenter nous-mêmes,  
 « et auquel nous ne permettrons jamais qu'on  
 « attente en notre nom ou au vôtre.

« Le gouvernement provisoire se félicitera, n'en  
 « doutez pas que vous soyez venus comme un pres-  
 « sentiment de l'opinion vraiment républicaine,  
 « c'est-à-dire libre, provoquer une explication de  
 « lui sur la conduite qu'il veut tenir dans les élec-  
 « tions dont doit sortir aussi le gouvernement  
 « républicain de la France! le gouvernement ne  
 « veut peser et ne doit peser ni directement ni in-  
 « directement sur les élections; — oui comme gou-  
 « vernement, armés d'une parcelle quelconque de  
 « la puissance publique, nous rougirions nous-  
 « mêmes des reproches que nous avons faits aux  
 « gouvernements qui nous ont précédés, si, au lieu  
 « de la corruption qui a fait par ses scandales la  
 « révolution même d'où la République est sortie,  
 « nous employions aujourd'hui cette autre corrup-  
 « tion, la pire de toutes les corruptions, la cor-  
 « ruption de la crainte et de l'oppression morale  
 « des consciences. — Bravo! bravo! —

« Non c'est d'une source libre et pure que la  
 « République doit sortir et qu'elle sortira! Tran-  
 « quillisez-vous, citoyens, et reportez ces paroles à  
 « vos concitoyens du dehors. — Plusieurs voix :  
 « Oui! oui! nous les reporterons avec bonheur. —

Lamartine continue : « Je désire, nous désirons

« tous qu'elles retentissent dans l'opinion publique  
 « de Paris et de la France. Nous désirons qu'elles  
 « la rassurent sur le sens mal interprété de quel-  
 « ques mots qui n'avaient ni la signification ni la  
 « portée qu'on a voulu leur donner en s'alarmant  
 « d'expressions qui faussent souvent les pensées.  
 « Sachez-le et dites-le bien à ceux qui vous atten-  
 « dent. Le gouvernement de la République tout  
 « entier éprouve le besoin de rassurer deux fois la  
 « conscience publique, une fois dans ce dialogue  
 « que nous avons ensemble, et bientôt par une  
 « proclamation à tous les citoyens de la France, —  
 (acclamations prolongées).

« Vous voulez et nous voulons que la République  
 « et la liberté soient un même mot — (oui ! oui ! ) —  
 « autrement la République serait un mensonge et  
 « nous voulons qu'elle soit une vérité ! — Bravo !  
 « — Nous voulons une République qui se fasse ai-  
 « mer et respecter de tous, qui ne se fasse craindre  
 « par personne excepté par les ennemis de la pa-  
 « trie ou des institutions. — Bravo ! — Nous vou-  
 « lons fonder une République qui soit le modèle  
 « des gouvernements modérés et non l'imitation  
 « des fautes et des malheurs d'un autre temps !  
 « nous en adoptons la gloire, nous en répudions  
 « les anarchies et les torts ! aidez-nous à la fonder  
 « et à la défendre ! votez selon vos consciences, et  
 « si, comme je n'en doute pas, ce sont les con-

« sciences de bons citoyens, la République se fon-  
 « dera par vos votes comme elle s'est fondée ici par  
 « les bras du peuple de Paris. » — (Bravos una-  
 nimes. )

La députation se retira aux cris réitérés de vive  
 Lamartine ! vive le gouvernement provisoire ! vive  
 la République !

## IV.

Ces paroles acceptées avec une joie frénétique  
 par la députation et par l'immense auditoire d'au-  
 très députations que Lamartine harangua jusqu'à  
 la nuit dans la grande salle de l'Hôtel de Ville, se  
 répandirent comme la nouvelle d'un coup d'État  
 rassurant de quartier en quartier avec la rapidité  
 de la pensée même. Elles rendirent courage aux  
 citoyens alarmés. Elles annoncèrent au parti de  
 violence que le gouvernement ne serait pas son  
 complice, et qu'ils auraient le lendemain à com-  
 battre ou à se désavouer.

Lamartine employa une partie de la nuit à rédi-  
 ger de sa propre main une proclamation du gou-  
 vernement qui contenait les vrais principes de la  
 République, libre, représentative, modérée, natio-  
 nale, proclamation qui était dans les pensées et  
 dans les termes, le désaveu et le démenti le plus  
 textuel de la circulaire du ministère de l'intérieur.